

Gresea Échos n°103, septembre 2020

La démocratie sous le masque : chroniques d'un confinement

[Crise](#) [grève](#) [Mouvements sociaux](#) [Développement](#)

Dans cette livraison, les différents auteurs tirent les enseignements —à chaud— de cette période inédite que fut le confinement en Belgique et dans le monde. Un exercice jugé nécessaire pour que les mesures imposées par les impératifs de santé publique et par les politiques d'austérité ne tombent pas dans l'oubli et que certains choix politiques ne soient pas naturalisés. Nécessaire, aussi, pour ne pas que l'exception devienne la règle, car l'histoire du capitalisme nous a appris que de telles restrictions des droits individuels et collectifs ont tendance à s'inscrire dans le temps et à affaiblir les principes démocratiques les plus fondamentaux.

Ce numéro traite donc de l'origine extractiviste et productiviste de la pandémie, de l'expérience des pays du Sud, de la gestion chinoise, des mesures belges en réponse à la crise et des luttes confinées.

Car, immanquablement, à l'hypothèse totalitaire, nous devons opposer les utopies de l'autogouvernement et de la grève générale.



Sommaire

- [Édito](#)
- [Sommaire GE103 ; septembre](#)

Illustration : Victor Romero "Konestilo", Huelva (Espagne)
www.instagram.com/konestiloart - www.facebook.com/konestiloart -
www.twitter.com/konestiloart

Édito

Le monde d'après a déjà commencé

Au moment où nous écrivons ces lignes, la Belgique – comme d'autres États à travers le monde – sort à peine d'un confinement qui aura finalement duré plus de trois mois. Et elle craint déjà une « deuxième vague ». C'est dire si les crises liées à la covid-19 (si l'on tient compte de ses dimensions sanitaires, mais aussi sociales et économiques) sont loin d'être finies. Dès lors, en tirer déjà des enseignements s'avère risqué. Pourtant, cela nous paraît à la fois possible et nécessaire. Surtout si l'on se cantonne, comme nous proposons de le faire dans ce Gresea Échos, à l'expérience particulière et inédite du « confinement » qui s'est étendu officiellement en Belgique du 18 mars au 4 mai 2020 [1].

Nécessaire d'abord parce qu'à la vitesse où les événements s'enchaînent, le risque est grand de voir tomber dans l'oubli les révélations clefs de cet « état d'exception », dont les différents aspects pourront être d'autant plus facilement naturalisés. D'où la volonté d'en faire des chroniques, à chaud, permettant a minima de garder la trace de ce qui s'est joué pendant ces semaines cruciales.

Nécessaire aussi parce que ce qui nous a été présenté comme une « parenthèse » démocratique, économique, sociale est en réalité lourde de potentialités pour l'avenir. De ce point de vue, le « monde d'après » a en réalité déjà commencé durant le confinement, et il faut le voir pour ce qu'il est.

De la catastrophe naît la catastrophe

« Il faut fonder le concept de progrès sur l'idée de catastrophe. Que les choses continuent comme avant, voilà la catastrophe ». Cette phrase du philosophe et traducteur allemand Walter Benjamin (1892-1940) revient comme une antienne depuis plusieurs années. Pourtant au crash économique de 2008 ont succédé le désastre nucléaire de Fukushima, l'aberration des politiques d'[austérité](#) européenne, la violence des politiques migratoires occidentales ou les drames écologiques. Et cela, sans que nous ne puissions infléchir la courbe des catastrophes.

Faut-il dès lors fonder le concept de progrès [2] sur l'idée de catastrophe ? Ou autrement dit, faut-il attendre la catastrophe pour penser et imposer le « monde d'après » ? À ce titre, le confinement peut-il être un moment de rupture ? Pour la grande majorité des forces progressistes, cette séquence historique est au départ perçue comme une fenêtre d'opportunités qui, via un management fin de la colère populaire, permettra d'empêcher le retour à « l'anormal » du [capitalisme](#) néolibéral. Il fallait donc, comme les auteurs de ces lignes, battre le clavier pour rédiger nombre de cartes blanches et d'opinions. Pour les

organisations sociales, il fallait faire basculer la majorité silencieuse et arc-bouter les espoirs sur une pseudo résilience des sociétés contemporaines.

Passé la fougue de l' « entre-soi militant confiné », passé les heures à suivre le goutte à goutte de l'information en continu et une fois une certaine distance prise avec l'objet, une question saisit : ai-je bien lu l'histoire ?

De quoi le confinement est-il le nom ?

L'histoire du capitalisme nous montre que les catastrophes passées jettent bien plus souvent les germes de catastrophes futures que ceux du progrès social. Les crises économiques, les drames sociaux, écologiques ou sanitaires enfantent généralement une société plus atomisée, plus contrôlée, qui asservit plus qu'elle n'émancipe. Il s'agit là d'une forme de régulation systémique propre au capitalisme qui lui permet de se reproduire. Il existe évidemment des exceptions, et donc des raisons d'espérer, mais à condition d'être lucide sur leurs conditions d'émergence.

Depuis la fin de l'année 2019, la pandémie de covid-19 et le confinement social imposé aux populations à travers le monde ont souligné, comme des miroirs grossissants, la violence du rapport de production capitaliste. Dans un premier article, Romain Gelin, montre l'origine extractiviste et productiviste de cette pandémie. Il montre également en quoi la [récession](#) liée au confinement est l'antithèse de la « décroissance » comme projet politique délibéré, indépendamment des quelques gains environnementaux (par ailleurs ambivalents) enregistrés ces derniers mois.

Dans un second article, Frédéric Thomas propose de comprendre la pandémie au travers de la mondialisation et des inégalités qu'elles creusent. Il souligne la diversité des réponses apportées par les États et les populations d'un « Sud » qui, définitivement, n'existe pas. Mais, comme le démontrent dans une certaine mesure les gestions asiatiques ou africaines de la pandémie, les leçons devraient parfois suivre le sens inverse de celui auquel notre histoire coloniale nous a habitués [3]. Dans son article, Cédric Leterme apporte toutefois certains éclairages nuancés sur la gestion chinoise de la pandémie, tout en relevant le paradoxe d'une Chine qui pourrait, malgré tout, sortir renforcée de cet épisode sur la scène internationale.

Le confinement révèle également la pente savonneuse sur laquelle glissent les démocraties occidentales. Pour Cédric Leterme, la multiplication des task forces est le symbole d'une démocratie contournée qui produit des règles dont l'application ne peut être qu'autoritaire. Alors que se profilent d'autres chocs environnementaux d'une ampleur au moins équivalente à celle de la covid, comment, dans ces conditions, penser des réponses qui renforcent l'autonomie des populations plutôt que leur soumission à des normes et dispositifs imposés de l'extérieur ?

Dans le cinquième article, Natalia Hirtz chronique les premières semaines du confinement en Belgique en posant l'hypothèse totalitaire. Le confinement est, en effet, une pratique moyenâgeuse qui a permis d'assurer la reproduction du [capital](#) en maintenant la population au travail tout en coupant dans les libertés individuelles et en évitant des dépenses publiques. Il s'agit d'une réponse capitaliste et liberticide à la pandémie qui évite les réelles mesures sanitaires comme la fourniture de masques, de tests de dépistage ou le financement d'un système de soins de santé digne de ce nom.

Du mouvement social naît le progrès

L'histoire de ces deux derniers siècles nous enseigne que de la catastrophe naît trop souvent la catastrophe et que « le capitalisme ne rendra pas les clefs gentiment » [4]. Elle montre aussi qu'il n'y a d'autres remèdes à la pandémie actuelle que de puissants mouvements sociaux. Il faudra certes des tests, des traitements médicaux ou un vaccin. Mais, sans des mouvements sociaux portant un projet anticapitaliste, ces outils sanitaires se verront réservés à certaines parties de la population ou à certains pays. La reproduction des vaccins sera verrouillée par des brevets. Et la relance économique, accompagnée de mesures austéritaires ne manquera pas de paver la voie vers la prochaine crise. C'est pourquoi, en guise de conclusion de ce numéro, Anne Dufresne et Bruno Bauraind proposent un tour d'horizon des luttes confinées. Quels enseignements pouvons-nous tirer de ces conflits sociaux et des solidarités, parfois originales, qu'ils engendrent ?

Car, immanquablement, à l'hypothèse totalitaire, nous devons opposer les utopies de la grève générale et de l'autogouvernement.

Sommaire GE103 ; septembre 2020 ; 76 pages

Éditorial : Le monde d'après a déjà commencé

Bruno Bauraind et Cédric Leterme

Un vecteur, le capitalisme globalisé. Le coronavirus vu du Sud

Frédéric Thomas

Une origine, l'extractivisme. Crise sanitaire : quels enseignements environnementaux ?

Romain Gelin

Un enjeu, le positionnement géopolitique. La Chine et le confinement

Cédric Leterme

Un contournement, la démocratie. Le gouvernement par la task force

Cédric Leterme

Une hypothèse, le fascisme ? La grève générale pour abattre l'embryon du serpent

Natalia Hirtz

Un remède, la lutte ! Les mobilisations sociales à l'épreuve du confinement

Anne Dufresne et Bruno Bauraind